

Recensements des pratiques phytosanitaires: évolution dans l'UE et en Suisse

Simon Spycher¹, Ruth Badertscher², Robert Baur¹, Otto Daniel¹

¹Station de recherche Agroscope Changins-Wädenswil ACW, 8820 Wädenswil

²Office fédéral de l'agriculture OFAG, 3003 Berne

Renseignements: Simon Spycher, e-mail: simon.spycher@acw.admin.ch, tél. + 41 44 783 62 96



Vers une harmonisation des recensements des pratiques phytosanitaires dans l'UE. (Photo: ACW)

Dans tous les pays de l'UE, des statistiques des ventes de produits phytosanitaires (PTP) existent déjà depuis longtemps. Cependant, les modifications de ces données ne permettent guère d'évaluer l'évolution des pratiques agronomiques pour chaque culture. C'est pourquoi bon nombre de pays européens procèdent depuis un certain temps déjà à des relevés sur l'utilisation

effective de différentes substances actives dans les principaux types de cultures. En novembre 2009, le Parlement européen a adopté un règlement relatif aux statistiques sur les pesticides (1185/2009), qui prévoit l'introduction de tels recensements dans tous les pays membres dès 2010 et la publication des résultats de ceux-ci à partir de 2014.

Recensement: fortes divergences des pratiques nationales

Le recensement par culture de l'utilisation de PTP suppose l'engagement de moyens importants, car les données doivent être obtenues à partir d'un échantillon d'exploitations suffisamment grand. Dans les pays disposant déjà de systèmes de recensement, l'utilité de ceux-ci est incontestée. Comme l'a montré un sondage mené en 2008 dans l'OCDE, 13 des 20 pays sondés disposaient déjà cette année-là de systèmes de recensement et 5 prévoyaient d'en introduire (OCDE 2009). Le tableau 1 présente l'exemple de trois pays de l'OCDE et d'un Etat nord-américain disposant déjà depuis un certain temps de systèmes de recensement bien rodés.

Les plus longues séries de données ont été obtenues dans le Royaume-Uni (UK), où des recensements sont effectués depuis 1965 sur la base de visites d'exploitations et où, depuis 1990, les données se présentent sous un format unifié. Ces données sont utilisées à des fins très diverses (UK Pesticides Forum 2009):

- Agronomie: par exemple pour la gestion des résistances, les demandes d'autorisations spéciales et l'estimation de l'importance de certaines stratégies de protection phytosanitaire.
- Ecologie: par exemple pour l'amélioration de l'échantillonnage des eaux superficielles et souterraines.
- Protection des utilisateurs: par exemple pour évaluer les préférences en matière de techniques d'application.

Les Etats-Unis disposent également depuis 1990 d'un système basé sur des visites d'exploitations effectuées par des «agents de recensement», soutenu également par les associations d'industries. Les données servent notamment à évaluer les mesures en matière de production intégrée, à interpréter les données relatives à la qualité des eaux, mais aussi à identifier les tendances en matière de résidus (Engelhaupt 2008). Outre l'utilisation de PTP, les Etats-Unis recensent l'utilisation de fertilisants, ainsi que toute une série de mesures agronomiques dans le domaine phytosanitaire. La Californie constitue un cas spécial, car cet Etat applique depuis 1990 un système de recensement intégral: toute application de produits phytosanitaires doit être enregistrée et annoncée aux inspecteurs de district.

Dans d'autres pays, par exemple en Allemagne, le recensement se fait à l'aide de questionnaires. Grâce au soutien des organisations de producteurs, le Réseau pour le suivi de l'utilisation de produits phytosanitaires dans les différents milieux naturels d'Allemagne («Netzwerk zur Ermittlung des Pflanzenschutzmitteleinsatzes in unterschiedlichen Naturräumen Deutschlands NEPTUN») est également bien accepté pour la plupart

des cultures. Pour les grandes cultures, un système intégrant des exploitations de comparaison a été créé.

Aucun pays ne publie de données permettant de remonter aux communes, voire aux exploitations individuelles et d'obtenir des informations sur celles-ci. L'Allemagne ne publie que des chiffres sur les groupes de substances actives, tandis qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les données sur la consommation des différentes substances actives par culture sont disponibles sur Internet.

Sondage, visites d'exploitations et saisie en ligne

S'agissant du nouveau règlement de l'UE, Eurostat a décrit dans un manuel les exigences que doivent remplir les méthodes de relevé (Eurostat 2008) pour être conformes au règlement. Les Etats membres peuvent choisir eux-mêmes la méthode proprement dite: sondage, visites d'exploitation ou saisie en ligne. Il est très probable que les pays disposant de systèmes de relevés n'adapteront que le dépouillement aux normes de l'UE, sans apporter de modifications majeures à la méthode des relevés.

La Suisse dispose elle aussi de données sur les pratiques phytosanitaires dans les différentes cultures. Le plus important lot de données a été obtenu dans le cadre du projet dit des trois lacs (Keller et Amaudruz 2005; Poiger *et al.* 2005): de 1997 à 2003, l'utilisation de PTP a été recensée sur environ 1600 parcelles dans les bassins d'alimentation du lac de Greifensee, du lac de Morat et du lac de Baldegg. Depuis 1992 déjà, Agridea gère au Tessin et en Suisse romande un réseau d'une trentaine d'exploitations totalisant 500 à 700 hectares selon l'année (Dugon *et al.* 2010). Elle a ainsi recueilli des données très intéressantes sur l'évolution des pratiques phytosanitaires dans les grandes cultures. Par ailleurs, dans le cadre de l'observation nationale des sols (NABO), une cinquantaine de parcelles font l'objet d'un suivi qui implique non seulement des mesures de la pollution des sols, mais aussi des bilans d'apports de sources diverses, intégrant donc aussi les applications de PTP (Keller A. *et al.* 2008). Toutefois, une solution à l'échelon national faisait jusqu'ici défaut, en Suisse.

Procédure en Suisse

En vertu des dispositions de l'Ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture (RS 919.118), l'évaluation écologique doit notamment se baser sur des indicateurs relatifs aux cycles de la matière et de l'énergie, aux émissions de polluants, à la productivité des sols, à la biodiversité et à la détention d'animaux de rente. Ce mandat est rempli pour l'essentiel via le projet de Dépouillement centralisé des indicateurs agro-environ-

Tableau 1 | Quelques pays ou Etats fédérés disposant d'un système de recensement des pratiques phytosanitaires. L'année indique à quand remontent les séries chronologiques disponibles sur Internet

Pays/Etat fédéré	Méthode de recensement	Données disponibles remontant à	Source
UK	Visites d'exploitations (culture de plein champ tous les 2 ans, cultures spéciales tous les 4 ans)	1990	http://www.fera.defra.gov.uk/plants/pesticideUsage/
Allemagne	Dépouillement de questionnaires, exploitations	2000	http://nap.jki.bund.de/index.php?menuid=6
USA	Visites d'exploitations	1990	http://www.nass.usda.gov/Statistics_by_Subject/Environmental/index.asp
Californie	Recensement intégral (mensuel) depuis 1990	1974	http://www.cdpr.ca.gov/docs/pur/purmain.htm

nementaux (DC-IAE). La station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART est le centre de compétences IAE sur mandat de l'Office fédéral de l'agriculture. Le but est de collecter les données d'exploitations volontaires, avec la collaboration de l'Association suisse des agro-fiduciaires (ASAF), d'ART et d'Agridea. Les exploitations utilisent à cet effet le logiciel Agro-Tech, qui permet de saisir et de dépouiller toutes les données importantes en matière de techniques de production (PER, SwissGAP, etc.). Le programme est actualisé deux fois par année. Les données relatives à la consommation de PTP peuvent être ainsi recensées par surface et par culture. Les relevés portent également sur les quantités appliquées et le moment des interventions. Le mode d'application n'est par contre pas enregistré. Agroscope ACW assume la responsabilité méthodologique pour l'indicateur des pratiques phytosanitaires et dépouille les données.

Le DC-IAE est encore phase de construction. Le dépouillement des premiers chiffres pour l'année PER 2009 est actuellement en cours. Dès 2011, le dépouillement des données relatives à l'utilisation de produits phytosanitaires deviendra routinier pour les cultures importantes. Avec 2000 parcelles, le DC-IAE couvre déjà à ses débuts une plus grande superficie que les études menées auparavant en Suisse. En comparaison internationale toutefois, la part des exploitations analysées est faible, et ce pour toutes les cultures. C'est pourquoi on

ne peut compter sur des résultats consolidés que pour les cultures des champs d'une certaine importance en termes de surface. Les plus importantes quantités de PTP sont appliquées dans les grandes cultures. Dans le Royaume-Uni, celles-ci absorbent plus de 93 % des quantités appliquées et représentent plus de 95 % des surfaces traitées (Eurostat 2008). Certaines substances actives ne sont toutefois pas utilisées dans les grandes cultures, ce qui signifie que le recensement comporte encore des lacunes et qu'il serait très utile de pouvoir recruter pour le DC-IAE davantage d'exploitations avec des cultures spéciales, ou effectuer le cas échéant des recensements séparés pour les cultures spéciales.

L'approche développée en Suisse, par la collecte annuelle de données pour les cultures recensées, présente un avantage précisément pour les cultures soumises à une pression variable de nuisibles. En effet, elle permet de mieux faire la distinction entre les fluctuations annuelles et les tendances à long terme. Le recensement simultané d'autres indications, telles que l'application de fertilisants ou le rendement, est un autre atout du DC-IAE. En effet, les programmes de recensement de nombreux pays n'analysent que la protection phytosanitaire. L'intégration des données sur la consommation de PTP dans le dépouillement centralisé devrait permettre d'obtenir, avec un investissement relativement modeste, un bon aperçu des pratiques phytosanitaires en Suisse. ■

Bibliographie

- Dugon J., Favre G., Zimmermann A. & Charles R., 2010. Pratiques phytosanitaires dans un réseau d'exploitations de grandes cultures entre 1992 et 2004, *Recherche Agronomique Suisse* 1 (11–12), 416–423.
- Engelhaupt E., 2008. Government pesticide and fertilizer data dropped. *Environmental Science and Technology* 42 (18), 6779–6780.
- Eurostat, 2008. A common methodology for the collection of pesticide usage statistics within agriculture and horticulture. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, 66 p.
- Keller A., Rossier N. & Desaulles A., 2005. Bilans des métaux lourds sur les parcelles agricoles du réseau national d'observation des sols en Suisse - NABO – Réseau national d'observation des sols. Les Cahiers de la FAL 54.
- Keller L. & Amaudruz M., 2005. Evaluation Ökomassnahmen: Auswertung der Pflanzenschutzmittel-Verbrauchsdaten 1997–2003 in drei ausgewählten Seengebieten, rapport final (rév. 24.01.05), 109 p.
- OECD, 2009. OECD Survey on Countries' Approaches to the Collection and Use of Agricultural Pesticide Sales and Usage Data: Survey Results, OECD Environment, Health and Safety Publications, Series on Pesticides - 47.
- Poiger T., Buser H. R. & Müller M. D., 2005. Evaluation des mesures écologiques et des programmes de garde d'animaux. Agroscope FAW Wädenswil, 71 p.
- UK Pesticides Forum, 2009. Pesticides in the UK - The 2009 report on the impacts and sustainable use of pesticides.